

3€

regards

FÉVRIER 2017

**GAUCHE :
UNION
IMPOSSIBLE ?**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité

comptabilite@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

Directrice de la publication

et gérante

Clémentine Autain

Photo de couverture CC

SOMMAIRE

GAUCHE : UNION IMPOSSIBLE ?

P. 04 - Les faux-semblants de l'union

P. 10 - Hamon et les boulets du bilan

P. 14 - Macron : derrière les formules, quel projet politique ?

GAUCHE DE GAUCHE : DISSONANCES ET CONVERGENCES

P. 20 - Ian Brossat : « Mélenchon fait une belle campagne, mais le rassemblement doit s'élargir »

P. 26 - Charlotte Girard : « Le programme de la France insoumise a une cohérence à la fois économique et idéologique »

P. 32 - Élise Löwy : « L'écologie politique n'est pas soluble dans le PS »

P. 38 - François Ruffin : « Personne à gauche n'est assez fort tout seul »

EXTRÊME DROITE : LE TERREAU DE LA CONFUSION

P. 44 - Valérie Igounet : « Le discours du FN est passé de «ni droite ni gauche» à «et de droite et de gauche» »

P. 50 - Comment l'extrême droite a pris son envol dans la fachosphère

P. 54 - Michéa, faux-prophète de la gauche radicale

GAUCHE : UNION IMPOSSIBLE ?

Si une certaine effervescence caractérise la campagne présidentielle, à gauche, les incertitudes voire la confusion dominent un paysage fragmenté entre des projets difficilement conciliables. Dans un tel contexte, le «rassemblement» peut-il avoir des vertus autres qu'électorales ?

Les faux-semblants de l'union

Les appels se sont multipliés pour une candidature unique à gauche et pour la fusion des candidatures Hamon-Jadot-Mélenchon. Objectif : un second tour gauche-FN et la victoire à gauche. Mathématiquement, le raisonnement se tient. Mais politiquement ?

La victoire de Benoît Hamon à la primaire socialiste a relancé la donne à gauche. Face à ce qui était annoncé comme une débâcle à gauche, elle permet de reposer en grand les questions les plus fondamentales : qu'est-ce qui fait gagner la gauche et qu'est-ce qui la fait perdre ? Ce débat doit être public. C'est lui qui conditionne les progrès ou les limites de l'unité. Regards souhaite que ce débat ait lieu. Il entend en même temps y contribuer. En énonçant d'emblée quelques faits, pour commencer.

1. La gauche a été trois fois à l'Élysée : deux septennats Mitterrand (1981-1988, 1988-1995) et un quinquennat Hollande (2012-2017). Elle a été quatre fois à Matignon : de 1981 à 1986, de 1988 à 1993, de 1997 à 2002, de 2012 à 2017. Majorité présidentielle et

majorité législative n'ont coïncidé qu'à trois reprises : 1981-1986, 1988-1993, 2012-2017.

À l'exception des élections présidentielle et législatives de 1988, qui suivaient deux années de « cohabitation » avec la droite, la gauche n'a jamais gagné électoralement quand elle était pouvoir. En 2017, elle sera doublement sortante : elle contrôle l'exécutif ; elle a la majorité à l'assemblée. Quoi qu'ils en disent, Benoît Hamon et Emmanuel Macron en sont des incarnations. C'est une immense fragilité.

2. Au premier tour de la présidentielle, en 2012, François Hollande, Eva Joly et Jean-Luc Mélenchon ont recueilli 42% des suffrages. Dans la foulée, la gauche a remporté les élections législatives, avec un total d'un peu moins de 40%.

On sait désormais que l'instrument que constitue le sondage est rendu plus aléatoire que jamais par l'abstention et par une volatilité plus grande des électeurs. Utilisé avec prudence, il garde pourtant un certain intérêt. Pour l'instant, il situe le total Hamon-Jadot-Mélenchon dans une fourchette de 26 à 29%, plus près du quart que du tiers de l'électorat. Compte tenu du marasme de la droite parlementaire, cela peut mathématiquement suffire à franchir la barre fatidique du premier tour.

Mais, dans cette hypothèse, la prévisible majorité présidentielle se trouve dans l'incertitude pour les législatives qui suivent. En 2012, il a fallu 42 % au premier tour de la présidentielle pour avoir 40 % à celui des législatives. Cette condition serait-elle remplie avec une candidature unique à la présidentielle ? Rien n'est moins sûr. Gouverner sans majorité ? Impossible...

3. Mais nous vivons une époque étonnante d'incertitude, où rien n'est absolument prédictible. Admettons donc que, à nouveau, la gauche soit majoritaire à l'issue des deux élections. Le problème est qu'il y a majorité et majorité. La majorité législative a été élue en 2012 sur une base programmatique consensuelle qui était celle du discours du Bourget. Mais, dans la pratique, cette majorité s'est soudée dans le soutien ultra-majoritaire aux ajustements entrepris à partir de 2012 et surtout après 2014, quand Manuel Valls entre à Matignon.

Benoît Hamon a gagné largement la primaire socialiste au second tour. Mais Manuel Valls a toutefois obtenu plus de 40% des suffrages et les études de sondage suggèrent qu'il était peut-être majoritaire auprès des adhérents socialistes stricto sensu.

Si l'on en croit les estimations, les candidatures retenues à ce jour par le PS comportent une large majorité de femmes et d'hommes qui ont soutenu la politique de Manuel Valls jusqu'au bout. Pour mener une politique en rupture avec l'esprit gestionnaire du quinquennat, le candidat unique désigné devrait donc compter avec un groupe socialiste comprenant un nombre respectable d'individus qui ont imperturbablement soutenu la logique officiellement incriminée.

Les «frondeurs» d'après-2014 étaient une poignée. Le scénario pourrait bien n'être pas le même cette fois. De quelle politique la majorité législative serait-elle donc la porteuse ?

4. Or cette question est cruciale. La gauche socialiste, on l'a vu, a été associée au pouvoir pendant un bon quart de siècle depuis 1981. Depuis cette date, le Front national s'est installé dans le paysage. En 1981, il n'est pas présent à l'élection présidentielle et n'obtient que 0,35% aux législatives qui suivent. Aux législatives de 1986, après cinq ans de gestion socialiste, il frôle déjà la barre des 10%, pour atteindre celle des 15% à la présidentielle de 1995.

En 2002, après cinq années de gouvernement de «gauche plurielle», Jean-Marie Le Pen réalise son meilleur score (16,9%) et crée la surprise en surclassant le Premier ministre sortant, pourtant classé à gauche chez les socialistes. Seul le «libéral-populisme» de Nicolas Sarkozy parvient à le mettre au tapis (2007). Provisoirement : la succession du vieux baroudeur de l'extrême droite relance la donne. Marine Le Pen perce en 2012 (17,9% à la présidentielle). La progression se confirme depuis : 24,9% aux européennes de 2014, 27,7% aux régionales de 2015.

Au total, à l'exception de 2007-2012, les plus fortes progressions du Front national se sont faites à des moments où la gauche est au pouvoir.

5. Ce n'est pas si surprenant. La poussée de la gauche et la politisation populaire (marquée par la hausse de la participation électorale) ont eu lieu quand la gauche politique française combinait l'aspiration unitaire, le primat de l'égalité et le projet d'une République plus sociale et moins monarchique. Or, à partir de 1982, le PS dominant tourne progressivement le dos à la logique antérieure. Le «tournant de la rigueur» (1982-1984) fait prédominer peu à peu les exigences de compétitivité, de flexibilité, de stabilité monétaire, de réduction des déficits, de compression de la demande publique et de recul de la sphère étatique. À quoi s'ajoute l'intégration dans les logiques

présidentielles, l'alignement renforcé sur les critères libéraux européens (concurrence et gouvernance) et le parti pris atlantiste, jusqu'à «l'état de guerre».

Sur cette base, on assiste à trois phénomènes corrélés : la montée d'une abstention devenue structurelle surtout dans les couches populaires, la démobilisation de l'électorat de gauche et la poussée du ressentiment social. La question de la gauche française n'est donc pas tant de savoir si elle peut gagner électoralement par défaut (compte tenu des difficultés de la droite), mais si elle peut relancer la dynamique populaire vertueuse qui l'a propulsée en avant dans les années 1960-1970.

Faute de quoi rien ne changerait ; le pire pourrait même arriver.

6. Dès lors la question de la rupture devient décisive. Elle comporte elle-même deux volets. Le premier est bien sûr celui des contenus. La rupture doit-elle se faire seulement avec la gestion de Manuel Valls (2014-2016) ? Suffit-il pour la provoquer de revenir au discours du Bourget de 2012 ? Ou bien faut-il aller plus loin et rompre avec le processus même qui, depuis plus de trois décennies enlève la gauche dans les contraintes de la «mondialisation» financière ? Benoît Hamon, contraint de ne pas heurter ceux qu'il a battus, reste bien flou sur ce point. Sa pratique pourrait en être d'autant plus incertaine.



Le second volet est celui de la dynamique politique. Pour construire une rupture, il faut une majorité pour le faire. Divisé, le PS propose de marier l'eau et le feu, ceux qui veulent rompre et ceux qui veulent continuer. À l'arrivée, il risque d'y avoir une volonté de changement confiée à ceux qui n'en veulent pas. Dans ces conditions, un exécutif risque, bon gré mal gré, d'être contraint, un peu plus encore, à la prudence et aux attermoissements.

La rupture dans les mots s'accompagnerait de l'enlisement dans la pratique. Cette fois, c'est un Front national incrusté qui pourra en tirer les ultimes fruits. À quoi bon rassembler la gauche, si c'est pour ce résultat ?

7. Quelle que soit l'importance future du succès interne de Benoît Hamon, elle le laisse dans une situation d'entre-deux. Or la gauche a justement besoin de se sortir de cet entre-deux. Depuis 1978, c'est le socialisme qui donne le ton à gauche. Avec des phases d'hésitation et d'accélération, il n'a cessé de se recentrer. La gauche tout entière s'en est trouvée affaiblie.

Si elle veut se relancer et se rassembler, elle doit plus que tout se recomposer et se renouveler, en

profondeur. La présence de Benoît Hamon est un signe que cette recomposition-reconstruction n'a rien d'une utopie. Mais tout laisse entendre que, quelle que soit sa volonté, il n'a pas aujourd'hui les moyens politiques pour s'y engager vraiment.

La gauche rassemblée ne peut donc être qu'une gauche de rupture franche, et pas seulement avec la gestion la plus récente et, de fait, la plus délétère. Chacun peut penser ce qu'il veut de Jean-Luc Mélenchon, de sa personnalité, de tel ou tel aspect de son discours ou de son programme. La réalité de la gauche actuelle est son incertitude, dans toutes ses composantes. Incontestablement, toute la gauche de gauche ne se reconnaît pas dans le leader de la France insoumise.

Il reste que, pour l'instant, il a pour lui trois caractéristiques majeures : il s'inscrit dans la continuité de l'expérience inachevée mais prometteuse du Front de gauche, qu'il a portée brillamment en 2012 ; il s'est raccordé à tous les combats qui, depuis le début de ce siècle, ont relancé la dynamique sociale et politique la plus à gauche ; il

incarne, avec la plus grande netteté, le projet d'une rupture avec l'enlisement gestionnaire des dernières décennies. Pour qui garde l'espoir d'une gauche rassemblée sur ses valeurs, articulée à un mouvement social actif, il peut ainsi se prévaloir d'être, à ce jour, l'option la plus claire et la plus propulsive.

En tout cas, dans l'équilibre général de la gauche son score pèsera lourd pour l'avenir. La gauche historique est polarisée entre l'esprit d'accommodement et celui de rupture systémique. Depuis près de quatre décennies, c'est le premier qui domine. Macron pousse un peu plus loin une partie de la gauche dans cette direction. Hamon n'a pas les moyens de ramener franchement le curseur vers la rupture. Que reste-t-il comme choix raisonnable ?

Nulle affirmation ne vaut toutefois sans débat contradictoire, sans faux-fuyant, sans raccourci, sans approximation. Le rassemblement est chose trop importante pour que l'on se contente de postures ambiguës, de petites phrases ou d'effets de tribunes. À tous et à chacun de s'y astreindre.

● ROGER MARTELI

Hamon et les boulets du bilan

Contraint à la fois de s'affranchir du bilan du quinquennat et de ne pas le renier trop ouvertement, d'empêcher les départs vers Emmanuel Macron et de prendre des électeurs à Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon va devoir faire campagne sur un fil.

Vainqueur de la primaire socialiste, Benoît Hamon est désormais engagé dans un délicat exercice de funambulisme : rassembler une famille socialiste divisée, tout en s'adressant à l'électorat de gauche qui rejette la politique gouvernementale. À bien des égards, cela relève de la quadrature du cercle et nécessite de maintenir en l'état bien des ambiguïtés, mais le candidat socialiste n'a guère d'autres choix.

Son objectif consiste à contenir tout mouvement de la droite du PS vers Macron, tout en essayant de siphonner l'électorat de Jean-Luc Mélenchon pour progresser. Sous nos yeux, se déroule donc une entreprise de haute voltige, parfois curieusement aidée par ses soutiens de la dernière heure.

LE BILAN, QUEL BILAN ?

À peine élu par les électeurs de la primaire, Benoît Hamon a rencontré, le lundi 30 janvier, le premier ministre Bernard Cazeneuve qui lui a adressé une nette mise en garde : la gauche « ne réussira pas sans assumer le bilan du quinquennat de François Hollande, dont nous avons toutes les raisons d'être fiers des progrès qu'il aura grandement contribué à rendre possibles ».

Depuis, l'ancien ministre de l'Éducation louvoie et régale pour ne fâcher personne. Lors de la convention d'investiture, dimanche 5 février, il s'est attaché à défendre une partie du bilan du quinquennat, suscitant les applaudissements enthousiastes d'un Jean-Christophe Cambadélis tout

sourire. Concernant ses critiques du quinquennat, il a été beaucoup plus timoré : « Ce bilan a laissé aussi des personnes mécontentes, qui le rejettent, qui le critiquent ». Effectivement, au vu des différentes raclées électorales subies par le PS ces dernières années, ces « personnes » ont l'air assez nombreuses. Concernant ces déçus du quinquennat, Benoît Hamon a ajouté : « Il faut tenir compte de ce qu'ils disent, de leur déception, de leurs inquiétudes, de leur mécontentement ». Comment ? En transformant cette colère « en une aspiration à construire quelque chose qui nous dépasse », nous répond le candidat socialiste.

NAJAT VALLAUD-BELKACEM « SOUTIENT » HAMON

Certains à gauche semblent penser que le débat sur le bilan a été soldé par la non candidature de François Hollande et la défaite de Manuel Valls. C'est oublier un peu vite que, pour des millions de Français, la présidentielle commence à peine et que l'occasion de châtier la politique gouvernementale ne leur a pas encore été offerte. Or les faits sont là : pour la première fois, une expérience gouvernementale de gauche ne s'est traduite par aucune

avancée sociale, aussi minime soit-elle, bien au contraire. Si assurément on ne gagne pas une présidentielle grâce au bilan, il ne fait aucun doute qu'on peut la perdre à cause de lui. La preuve par Nicolas Sarkozy.

Décidée à faire la campagne du candidat socialiste, Najat Vallaud-Belkacem a fait feu de tout bois le lundi 6 février : matinale de France Inter et interview de deux pages dans Libération. Il n'est cependant pas tout à fait certain que Benoît Hamon ait été pleinement satisfait par les propos de l'actuelle ministre de l'Éducation nationale. Cette dernière, qui défend le bilan du quinquennat « parce qu'il est bon », a tenu à souligner les différences entre le positionnement hostile d'Arnaud Montebourg et l'approche plus nuancée qu'en avait le vainqueur des primaires. Il est vrai que celui-ci, lors du premier débat télévisé, avait évoqué « un sentiment d'inachevé » là où l'homme à la marinière déclarait que le bilan était « difficile à défendre ».

LES «ÉQUILIBRES» DU POUVOIR

La suite fut un peu plus originale, au point de valoir à Najat Vallaud Belkacem un

article de fact-checking sur France Info. Qu'a-t-elle donc déclaré ? « Remarquez quand même que Benoît Hamon a voté tous les textes budgétaires par exemple. Que Benoît Hamon a bel et bien soutenu le CICE. Donc, il n'y a pas de sujet pour moi. » avant d'ajouter, de fait, que Benoît Hamon ne reviendrait pas sur la loi travail : « Si on parle de la loi Travail, par exemple, soyons clairs. Benoît Hamon, si vous lui posez la question aussi clairement que cela, ne vous dira jamais que la garantie jeune universalisée est un échec, ne vous dira jamais que le Compte personnel d'activité est une mauvaise chose. Il vous dira : « Sur telle ou telle disposition, je n'étais pas d'accord » ».

Et la ministre de rappeler le candidat aux « réalités » du pouvoir : « Lui-même, au fond, comment fera-t-il ? Il reprendra le dialogue social, puisque ce type de dispositions ne peut se faire que dans le dialogue social. Il se rendra compte à son tour que du dialogue social ressort de fait une série d'organisations qui soutiennent ces dispositions envers lesquelles il est si critique. Dans l'exercice de l'État, des responsabilités, il s'agit toujours de trouver des équilibres » (à réécouter ici).

LE FUTUR DÉSIRABLE ET LE PASSÉ HONNI

Il n'est pas sûr que Najat Vallaud-Belkacem ait rendu un immense service à "son" candidat. Mais il appartient aussi à celui-ci de démentir de tels propos et de lever les nombreuses ambiguïtés qui existent sur la politique économique.

Si, chez Macron, on est « et de gauche et de droite », chez Hamon il semble qu'on soit « et pour et contre » le bilan du quinquennat. Ces deux approches sont à l'évidence incompatibles et il ne peut exister de « futur désirable » qui fasse abstraction du "passé honni" de ces cinq dernières années. Le flou artistique ne peut perdurer, d'autant qu'une autre épine vient jeter un doute sur la sincérité de la campagne du candidat socialiste : la réalité des candidats PS investis pour les législatives. Outre la quinzaine de députés sortants ralliés à Macron et la vingtaine qui se tait, invoquant leur droit de retrait, l'écrasante majorité de celles et ceux qui sont investis font partie de cette majorité qui a tout voté. Pour le moins, il y a là de quoi jeter un sérieux doute sur la volonté, demain, de mener une autre politique.

● @SILICIUM17

Macron : derrière les formules, quel projet politique ?

En hausse dans les sondages et en cour dans les médias, le fondateur de En marche ! promet un nouveau compromis de société. Mais son projet est d'abord celui d'une «révolution» entrepreneuriale, et d'une réaffirmation de l'ordre social des marchés.

« Macron confirme qu'il ne révélera son programme que s'il est élu ». L'information n'en est pas une puisqu'elle émane du site parodique Le Gorafi, mais elle exprime bien l'idée que si la dynamique de la campagne d'Emmanuel Macron est tangible, il faut encore décrypter son discours pour cerner son projet.

Le fondateur de En marche ! se revendique du « mouvement » et des « réformes », contre les « conservatismes » et les « blocages » de la société. Une rhétorique de modernisation libérale qui n'a pas le mérite de la nouveauté, et à côté de laquelle le candidat cultive, avec des accents peut-être davantage néogaullistes que proprement « populistes », un dépassement du clivage gauche-droite au nom de l'unité du pays.

Tissant un nouveau récit collectif articulé autour de la figure de l'entrepreneur,

donnant la « réussite » pour condition nouvelle de « l'émancipation », Macron ne présente pas seulement un programme politique : il s'érige en fer de lance d'une révolution symbolique portée par les catégories sociales qui ont su tirer profit de la mondialisation libérale.

LE PARTI DE « CEUX QUI RÉUSSISSENT »

Si le PCF était ouvrieriste, si le PS était ancré dans la fonction publique, en particulier dans l'enseignement, En marche ! apparaît d'abord comme le parti de « ceux qui réussissent » : « L'émancipation, c'est la liberté encouragée pour celles et ceux qui réussissent, qui veulent entreprendre, faire, oser, tenter ». « Notre projet, c'est d'aider ceux qui réussissent à réussir mieux, plus vite, plus fort ».

Durant le meeting de Lille, le 14 janvier, Françoise Holder, déléguée du mouvement et dirigeante des boulangeries industrielles Paul, dénonçait une « centralisation à outrance, la méconnaissance totale des problèmes du terrain par des gens qui ne sortent pas de leur bureau parisien ». Avant de se montrer ambitieuse : « Comme l'a dit Gandhi, soyons le changement que nous voulons dans le monde ! »

Le storytelling d'Emmanuel Macron mobilise une pensée quasi-magique, annonçant la « libération du pays », prélude à sa « renaissance », si les clés de sa destinée lui étaient confiées. « Les territoires veulent entreprendre », annonce l'ancien ministre, pour justifier le nouveau round de décentralisation qu'il propose. Les services de l'État aussi : « Nous avons une fonction publique d'une qualité incroyable. Nous devons la libérer, la laisser innover. Je crois à une fonction publique entreprenante ». Le candidat propose « un grand mouvement de transformation de l'État, une déconcentration nouvelle », plus d'autonomie pour les universités, les hôpitaux, les écoles, mais aussi pour les administrations.

« ÉMANCIPER », MAIS SURTOUT LES ENTREPRISES

La déconcentration voulue par Emmanuel Macron viserait à impulser la transition d'une logique de contrôle traditionnelle, celle des administrés par les services de l'État, vers une logique centrée sur « l'accompagnement ». Une « révolution »

qui est en fait déjà partiellement à l'œuvre, par exemple au sein de la douane, de la répression des fraudes ou du ministère de l'Agriculture.

Autre proposition, accueillie par un tonnerre d'applaudissements à Lille : adosser la gestion du Régime social des indépendants (RSI), très décriée par les chefs d'entreprise, au régime général de la sécurité sociale : « La vie des entrepreneurs, des indépendants, des professions libérales, doit être facilitée », martèle le candidat.

Bien qu'adosées à une rhétorique de la rupture, les réformes promues par l'ancien inspecteur des finances se positionnent dans la continuité directe du quinquennat de François Hollande. Malgré son échec, la politique de l'offre – visant à diminuer les « contraintes » des entreprises pour « faciliter les embauches » – serait confirmée à travers une consolidation du CICE, converti en un « allègement de charges » permanent. Les cotisations patronales seraient réduites de 6% pour toutes les entreprises, et même de 10% au niveau du smic, pour les salariés les moins qualifiés et les plus jeunes. En 2015, la Cour des comptes a pourtant alerté : une telle politique mène à un tassement des rémunérations autour du salaire minimum, ce qu'on appelle des « trappes à bas salaires ».

« ADAPTER » LE MONDE DU TRAVAIL

Emmanuel Macron se présente pourtant comme « le candidat du travail ». Mais

toujours à travers le même prisme : « Je veux qu'on entreprenne, qu'on prenne des risques, qu'on réussisse plus facilement ». Une nouvelle loi Travail, plus ambitieuse, serait initiée, encore et toujours « pour que la vie des entrepreneurs soit plus simple ». L'indemnisation du chômage ne serait pas rognée, mais étendue aux indépendants. Pour favoriser la mobilité professionnelle, un droit à la démission tous les cinq ans serait instauré pour les salariés. Surtout, l'ancien ministre prévoit la création, ou plutôt la réorientation des moyens du Pôle emploi, vers un « grand service public de la qualification et de la formation tout au long de la vie ».

Pour quel objectif ? Bien davantage que de prendre la défense du monde du travail, ou de questionner les modalités par lesquelles le néolibéralisme soumet celui-ci à une violence inouïe, il s'agit de « regarder le monde en face » – c'est à dire de l'accepter tel qu'il se donne à voir – et de « préparer les citoyens au changement » perpétuel : « Des secteurs entiers vont être balayés, bousculés par le numérique, par la transition énergétique », prévient Macron.

« Des millions d'emplois seront détruits, des millions seront créés. » Plutôt que d'imaginer transformer l'ordre des choses, la condition du travailleur au 21^e siècle, tel Sisyphes, sera réduite à l'art de « se former pour devenir quelqu'un d'autre, et rebondir ».

COMPROMIS SOCIAL SOUS HÉGÉMONIE LIBÉRALE

La «marche» de l'ancien élève de l'ENA se distingue cependant des velléités de purge portées par un François Fillon. Dans une ligne assez proche du registre traditionnel du patronat social, Macron affiche son soutien « à celles et ceux qui sont parfois bloqués, à qui la société ne propose plus rien si ce n'est des aides ». « Votre responsabilité, vous qui êtes dans la salle et qui réussissez, c'est d'être là, enracinés, et de vous engager pour les autres ». Pour préserver la sécurité sociale, pour investir dans l'école et « mieux rémunérer les enseignants », Macron demande un effort aux retraités les plus aisés, ainsi qu'aux revenus du capital.

Pour autant, l'ancien ministre de l'Économie n'affiche aucune volonté de remise en cause des logiques dominantes de la mondialisation et de la construction européenne. Il souhaite donner plus d'épaisseur à cette dernière, en faire « un bouclier », sans pour autant questionner la libéralisation financière, la prédominance de l'austérité et de la concurrence, ou l'absence de contrôle démocratique de la monnaie.

In fine, Emmanuel Macron et son mouvement cherchent à capitaliser autour du nouveau compromis social dont ils se font les promoteurs, articulant modernisation néolibérale – incarnée par la figure de l'entrepreneur – et ajustement du modèle social. Un compromis que l'on pourrait qualifier de «libéral-social»,



LE WEB

et qui viserait à surpasser celui de 1945, mis à mal par le déploiement du capitalisme financier. Comme alternative à une reprise en main plus purement

autoritaire, il s'agit de redonner une légitimité à celui-ci – notamment auprès des classes moyennes – pour mieux réassurer l'ordre social qui lui est attaché.



On comprend mieux, dès-lors, l'attrait de certains segments de l'élite économique et financière pour l'ancien pensionnaire de Bercy. ● @THOMAS_CLERGET

GAUCHE DE GAUCHE : DISSONANCES ET CONVERGENCES

Communistes, Insoumis, écologistes ou indépendants : ils s'engagent dans la présidentielle avec entre eux plus de nuances que de vraies divergences. Ian Brossat, Charlotte Girard, Élise Löwy et François Ruffin ont confié à Regards leurs analyses de la situation et leurs aspirations pour l'avenir proche.

Ian Brossat

« Mélenchon fait une belle campagne, mais le rassemblement doit s'élargir »

Élu communiste au conseil de Paris, en charge du logement, Ian Brossat soutient la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

Il analyse les possibilités de la gauche post-primaire à la lumière de son expérience municipale.

Regards. Qu'est-ce que l'élection de Benoît Hamon a changé, pour vous ?

Ian Brossat. Cette victoire dit deux choses à la fois. D'abord, elle confirme ce que disaient le Parti communiste, le Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon depuis très longtemps : à savoir que le peuple de gauche rejette massivement les politiques d'austérité. Nous l'avons vu dans la rue avec la mobilisation contre la loi El Khomri. Ce dimanche, nous l'avons vu dans les urnes. C'est le premier élément. Le deuxième, c'est que nous avons enfin un interlocuteur avec lequel il est possible de discuter. Valls avait théorisé les deux gauches irréconciliables. Cette page-là, les

électeurs de la primaire ont choisi de la tourner. Avec Valls, il n'y avait pas de convergences possibles. Avec Hamon, si. Cela mérite que nous en discutons.

... et discuter de quoi ?

Il faut aborder les questions de fond avec Benoît Hamon. Il a été élu sur le rejet de l'austérité. Mais la question de l'orientation politique qu'il défendra pendant la campagne présidentielle reste entière. La balle est aussi de son côté. S'il reste fidèle au programme défendu pendant la primaire, nous pourrons faire la démonstration que des convergences de fond sont possibles – notamment dans la perspective d'une future majorité de gauche à

l'Assemblée nationale. Si, en revanche, il fait une synthèse avec les courants les plus droitiers du Parti socialiste pour empêcher d'éventuels départs chez Macron, ce sera impossible.

Plusieurs pétitions circulent pour appeler Mélenchon, Hamon et Jadot à s'entendre autour d'une candidature commune. Est-ce envisageable ?

Ces appels répondent à une aspiration que j'entends. Il reste que cette éventualité demeure très aléatoire. Mélenchon, Hamon et Jadot ont tous les trois leur légitimité. Pour ce qui concerne les communistes, nous avons notre candidat. C'est Jean-Luc Mélenchon. S'il y a une discussion à avoir, elle doit porter sur le fond, sur les propositions. Et c'est à partir de celles-ci que nous pourrons – je le souhaite, en tout cas – construire un pacte de majorité dans la perspective des élections législatives.

Comment appréciez-vous la campagne de Jean-Luc Mélenchon ?

Il y a incontestablement une belle dynamique de campagne : il y a du monde dans les meetings et une présence sur les réseaux sociaux extrêmement forte. Il reste que la campagne menée par Jean-Luc Mélenchon en 2017 n'est pas la campagne de 2012. Le choix d'en rester au seul cadre de la France insoumise et de ne pas laisser la place aux autres

composantes qui soutiennent sa candidature est à mon sens regrettable. Je suis convaincu que le score de Jean-Luc Mélenchon sera d'autant plus haut qu'il tendra la main à tous ceux qui refusent les politiques d'austérité. C'est donc une belle campagne, mais le rassemblement doit encore s'élargir.

Allez-vous signer la charte des Insoumis ?

Non. Et cela ne m'empêche pas de faire campagne pour Jean-Luc Mélenchon.

C'est pourtant la condition pour avoir le soutien de la France insoumise. Face aux candidats communistes, des candidats insoumis pourraient-ils donc être investis ?

Il serait totalement aberrant que nous ayons des candidats distincts aux élections législatives alors que nous soutenons le même candidat à l'élection présidentielle. Le dialogue doit donc se poursuivre avec la France insoumise pour aboutir à des candidatures communes. Tout le monde y gagnera.

Depuis ce lundi, vous êtes membre d'un exécutif municipal à Paris, qui compte en son sein des élus En Marche – Anne Hidalgo ayant maintenu ses deux adjoints dans leurs fonctions. Ce que vous dénoncez à l'échelle nationale est acceptable à l'échelle locale ?

On parle de deux élus qui ont fait un choix personnel. Si ce choix s'était traduit par une inflexion de la politique municipale, la question de notre participation à la majorité se poserait. Il n'en est rien. Nous sommes portés par un engagement de mandature. Il est aujourd'hui respecté. En matière de logement, premier sujet de préoccupation des Parisiens, nous allons même au-delà de nos engagements de campagne. En 2017, nous continuerons à produire 7.500 logements sociaux, à ouvrir des centres d'hébergements, dont un de 300 places dans le 12e arrondissement, à avoir un niveau d'investissement très élevé, à livrer des places en crèche et à renforcer le service public.

Tout de même, un exécutif qui compte une ex-chiraquienne, un ex-Modem, des élus En Marche – qui ont soutenu la politique gouvernementale, entourés de socialistes, d'écologistes et de communistes... à la veille de la présidentielle et des législatives, le pari est un peu risqué, non ?

La maire de Paris n'a jamais soutenu la politique de Valls et, aujourd'hui, elle soutient la candidature de Benoît Hamon. Lors de cette élection présidentielle, les vingt-et-un adjoints d'Anne Hidalgo soutiendront des candidats à la présidentielle extrêmement différents. Certains soutiennent Jadot, d'autres Hamon, d'autres comme moi soutiennent Mélenchon. Et enfin deux élus seulement soutiennent Macron.

Vous resterez donc au sein de l'exécutif municipal ?

Ma seule boussole, c'est l'intérêt des gens. Je suis fier d'avoir ouvert un centre pour sans-abris dans le 16e malgré les hurlements de certains riverains attachés à l'entre-soi. Fier aussi d'avoir enfin encadré les loyers pour protéger les classes moyennes parisiennes. La politique, telle que je la conçois, ce sont des faits, des résultats. Tant que nous sommes utiles au plus grand nombre, nous avons notre place dans cet exécutif municipal. Si, depuis cinq ans, la gauche nationale avait ressemblé un peu plus à la gauche parisienne, la gauche se porterait mieux. Et je souhaite d'ailleurs à la gauche, à l'échelle nationale, de se porter aussi bien que la gauche parisienne.

Il y a tout de même quelques sujets de discorde. L'accueil des migrants par exemple, la précarité et la violence qui s'exercent sur eux, a été largement dénoncée – même si la ville de Paris n'est pas en première ligne...

La situation est loin, très loin d'être parfaite. C'est le moins que l'on puisse dire. Il reste que depuis l'ouverture du centre de la porte de la Chapelle – et maintenant du centre d'Ivry –, la situation s'est améliorée. Il y a quelques mois, des centaines de réfugiés dormaient dehors à Stalingrad. C'était indigne. La ville de Paris a fait le choix d'aller bien au-delà

de ses compétences en ouvrant un centre humanitaire alors que c'est une compétence de l'État. Paris est, de fait, une ville refuge. Nous avons choisi de l'assumer. Il a fallu forcer la main de l'État qui, au départ, ne voulait pas de notre centre humanitaire. Nous avons tenu bon et nous l'avons fait. En revanche, il serait totalement faux d'imaginer que Paris, seule, puisse régler le problème. Tant que d'autres grandes métropoles n'ouvriront pas de centres humanitaires, la situation restera dramatique. Pourquoi n'a-t-on pas l'équivalent du centre de la Chapelle à Nice, par exemple ?

Comment analysez-vous ce qu'on appelle «l'affaire Fillon» et que dit-elle de la déconnexion du politique avec le peuple ?

Cette affaire, que les faits en question soit légaux ou pas, est totalement immorale. On ne peut pas d'un côté prôner l'austérité pour tous et, dans le même temps, se gaver sur le dos du contribuable en se tournant les pouces. C'est profondément choquant. Cette affaire en dit long sur la déconnexion d'une certaine élite par rapport à la réalité de ce que vivent les gens. Ces pratiques immorales, il faut les rendre illégales. Il n'est pas normal que l'on puisse embaucher son conjoint ou ses enfants à l'Assemblée nationale ou au sénat. Ces pratiques d'un autre siècle devraient être définitivement enterrées.

● ENTRETIEN PAR
PIERRE JACQUEMAIN

Charlotte Girard

« Le programme de la France insoumise a une cohérence à la fois économique et idéologique »

«Choc d'investissement», planification écologique, «bifurcation» économique, justice fiscale... Charlotte Girard, coresponsable de L'Avenir en commun, explique les principes qui fondent le programme de Jean-Luc Mélenchon.

Dimanche, la France insoumise a présenté le chiffrage du programme L'Avenir en commun de son candidat Jean-Luc Mélenchon lors d'une présentation vidéo de cinq heures, en présence d'économistes, de hauts fonctionnaires et de contradicteurs. Un exercice qui visait à convaincre à la fois de la nécessité et de la faisabilité des mesures défendues. Avec l'économiste Jacques Généreux, Charlotte Girard a assuré la direction d'un «travail programmatique» très collectif : elle répond à nos questions sur la forme et sur le fond.

Regards. Au-delà de sa forme originale, quel l'était l'objectif du chiffrage du programme de la France insoumise ?

Charlotte Girard. D'abord une mise à plat et une mise au jour de l'ensemble des mesures qui forment un programme présentant une vraie alternative – des mesures qui coûtent, mais aussi qui rapportent. Il s'agissait également de répondre aux critiques, assez systématiques à notre rencontre, de ceux qui disqualifient d'avance ce programme comme étant irréalisable, irréaliste. Nous

avons voulu parler de sujets complexes de manière accessible, échapper au jargon très techno des libéraux, à cette forme de communication qui vise à renvoyer les gens dans le flou et à leur incompétence supposée.

D'où aussi la présence d'économistes, de hauts fonctionnaires pour cautionner le sérieux de la présentation ?

Pas pour cautionner : ce sont vraiment eux qui ont travaillé sur le programme ! Au lieu d'en attribuer exclusivement la paternité et la présentation à son candidat, il fallait montrer qu'une équipe de spécialistes reconnus travaille à son élaboration depuis longtemps. On renvoie de Jean-Luc Mélenchon l'image d'un homme seul, or il n'est ni seul ni omniscient, et il s'entoure de beaucoup d'experts – jeunes pour la plupart mais qui ont déjà fait la démonstration de leurs compétences.

De quels dogmes ce programme s'affranchit-il principalement ? S'agit-il en particulier de prendre le contrepied de la politique de l'offre qui a caractérisé le quinquennat Hollande ?

Ce n'est pas un contrepied, mais une nécessité suivie au nom d'un raisonnement logique : en période de crise économique, une politique de l'offre favorise exclusivement des entreprises qui restent dans leur logique de profit

et de rémunération des actionnaires, sans relancer la machine productive. Cette politique, notamment au travers du traitement des conséquences de la crise de 2008 par des réponses austéritaires, ne permet pas non plus aux consommateurs, complètement étranglés, de participer à l'activité économique. En France, au moins l'impact de l'austérité a-t-il été amorti par un modèle de protection sociale et des services publics forts qui ont malgré tout continué à fonctionner.

Le « choc d'investissements » s'inscrit dans cette volonté de relance de l'économie pour enclencher un cercle vertueux ?

Oui, et il n'a rien à voir avec les « chocs » annoncés par François Hollande avec le CICE ou le « pacte de responsabilité », qui étaient censés avoir la création d'emplois pour contrepartie aux aides publiques massives. Ces dispositions se sont avérées à sens unique, sans restitution à la hauteur – notamment en termes de services, de revenus ou de pouvoir d'achat – de ces investissements. Il faut au contraire relancer sans lâcher les rênes, c'est-à-dire sans se contenter de recommandations, en orientant l'investissement public vers les entreprises qui produisent ce dont nous avons besoin. C'est ce en quoi consiste ce que nous appelons la bifurcation de la matrice productive : au travers de la planification écologique en finançant le savoir-faire des entreprises françaises,

et au travers de la question sociale avec la production de services utiles à l'intérêt général.

Cette action privilégie-t-elle les TPE et les PME plutôt que les grandes entreprises ?

C'est le cas, d'abord avec le levier fiscal, selon l'idée que l'impôt sur les sociétés doit, à l'image de l'impôt sur le revenu, être progressif, c'est-à-dire abaissé pour les entreprises de petite taille. Il faut de la justice fiscale pour soutenir un système réellement redistributif, ce qui exclut de matraquer les TPE et PME : elles doivent continuer à produire et employer à de bons niveaux de salaires. Ensuite, il faut les aider à emprunter avec un pôle public bancaire en mesure de prêter à taux zéro.

Il s'agit notamment de répondre aux urgences écologiques en mobilisant les entreprises françaises du secteur ?

Le programme prévoit en effet une double orientation, écologique et sociale, pour ces investissements. Le plan de 100 milliards en faveur de l'écologie s'adresse à des secteurs particuliers, comme le logement dont il faut assurer la rénovation énergétique, dans lesquels les savoir-faire ne sont pas délocalisables. La forme de commande publique que nous préconisons vise à faire en sorte que nos entreprises puissent répondre à cette urgence écologique.

Comment imposer un tel programme économique dans l'environnement hostile de l'Union européenne, dont les exigences restent fondées sur la réduction des dépenses publiques et les équilibres budgétaires ?

C'est un vrai problème, dont un autre volet du programme cherche à se débarrasser (rires). L'année prochaine, les traités constitutifs de l'UE doivent être remis sur la table : c'est l'occasion ou jamais de poser nos conditions. Mais, si nous arrivons au pouvoir en 2017, nous n'aurons d'autre choix que de désobéir. Le principe de la planification écologique implique l'intervention de l'État, un modèle administratif particulier qui nous semble incontournable pour atteindre les objectifs. On n'y parviendra pas si, comme l'imposent les traités européens actuels, on laisse faire le marché. Nous prendrons nos responsabilités, ce qui implique, potentiellement, d'avoir à désobéir aux traités dans un premier temps et de s'inscrire dans un rapport de forces pour faire entendre notre détermination. Si l'on n'obtient pas une réécriture des traités pour les rendre compatibles avec la mise en œuvre d'un programme qui aura été approuvé par une majorité de Français, il faudra aller plus loin et opter pour le «plan B» – non pas un retrait sec, mais la reconstitution d'une organisation européenne en mesure de permettre des conditions viables pour les sociétés humaines.

Le chiffrage programme un retour à 2,5% du PIB pour les déficits publics en 2022. Est-ce une manière de démontrer que le projet est «raisonnable» ?

Si la redéfinition du rôle de l'État nous mettrait en délicatesse avec les traités, en revanche, sur le plan comptable, nous nous sommes aperçus en faisant «tourner les modèles», comme disent les économistes, qu'on ne sortait pas vraiment des critères fixés par l'Europe de Maastricht – hormis sur le plan de l'inflation que nous serons obligés de produire, même si la BCE est revenue récemment sur ses préconisations.

Le revenu universel défendu par Benoît Hamon est absent de ce programme, qu'est-ce qui s'y substitue ou qui le rend inutile ?

Il est difficile de savoir quelle définition Benoît Hamon donne au revenu universel parce qu'elle change constamment... Si l'on prend la conception commune d'un revenu fourni à toute personne et censé assurer un socle vital, cette mesure ne nous semble ni réalisable d'un point de vue économique, ni souhaitable sur un plan social. Cette conception du revenu universel est aussi celle de nombreux économistes libéraux et elle s'appuie sur le pronostic d'une disparition du travail : les gens non productifs n'ayant pas de revenu, il faudrait leur en fournir un. Or il est

faux de dire qu'il n'y a plus de travail. Le chômage de masse est le résultat d'un système économique que nous rejetons. Si l'on fait bifurquer le système économique, il n'y a plus de raison de plaquer une solution qui deviendra inadaptée. Il faut plutôt des minima sociaux facilement accessibles – en «interdisant» le non-recours aux droits avec une automaticité d'attribution, contrairement au RSA – et d'un niveau plus important que le revenu universel de Benoît Hamon, c'est-à-dire fixé à hauteur du seuil de pauvreté.

Vous imaginez aussi un État employeur pour les chômeurs ne retrouvant pas de travail. Est-ce un retour aux ateliers nationaux de 1848 ?

(rires) Cette tradition-là ne nous est pas étrangère, mais nous nous sommes plutôt inspirés de l'expérience des territoires «zéro chômeur». Ce que nous appelons les contrats coopératifs s'adresseraient aux chômeurs de longue durée qui, depuis plus d'un an, n'arrivent pas à trouver un emploi ni à se former : l'État interviendrait pour leur proposer une formation ou un contrat de travail afin qu'ils soient affectés – s'ils le souhaitent – à des activités qui servent l'intérêt général. Non pas avec des «petits jobs», mais pour remplir des fonctions importantes qui restent non pourvues, dans les secteurs non-marchands.

Ce programme économique de relance par l'intervention publique semble finalement très keynésien. Est-ce qu'il reste un peu de Marx dedans ?

Oui, il est très keynésien, mais Keynes ne méconnaissait pas Marx ! Si nous sommes en responsabilité, nous aurons celle de répondre à l'intérêt général. Nous n'avons pas seulement la volonté d'activer le marché et de mettre de l'huile pour relancer la machine économique, nous avons celle de redonner à l'État un rôle plus large que dans un modèle purement keynésien. En dehors des mesures strictement économiques ou budgétaires, nous voulons aussi redéfinir la place des salariés dans l'entreprise, cette fois dans une perspective plus marxiste : la revitalisation économique doit profiter à la situation des travailleurs et modifier le rapport de forces actuel. Aujourd'hui, si les gens sont tellement en souffrance au travail, c'est parce que le système économique suscite cette sujétion du salariat. Nous nous réclamons d'une vision jaurésienne de la République qui allie la dimension institutionnelle et la dimension entrepreneuriale, et qui affirme que les travailleurs dans les entreprises doivent être aussi libres et responsables que dans la démocratie. Notre programme n'a pas seulement une cohérence économique, il a aussi une cohérence idéologique.

● ENTRETIEN PAR JÉRÔME LATTA

Élise Löwy

« L'écologie politique n'est pas soluble dans le PS »


Élise Löwy, membre du bureau exécutif de EELV, analyse la situation d'une formation écologiste « en fin de cycle » et estime qu'une alliance avec le PS ne pourrait se faire qu'à la condition d'un véritable projet de transformation.

Regards. Yannick Jadot sera-t-il votre candidat à l'élection présidentielle ?

Élise Löwy. Aujourd'hui Yannick Jadot est le candidat désigné par la primaire de l'écologie. Il n'a pas encore les parrainages suffisants. Il faut dire que l'annonce d'une possible remise en cause de sa candidature dans l'ensemble des médias, dans le cadre d'un accord avec le candidat du PS, n'aide en rien. Des maires sont frileux pour donner leurs parrainages par crainte que le candidat de l'écologie n'aille pas au bout.

Sans les parrainages nécessaires, EELV est-il condamné à se tourner vers le PS – au risque de rejouer 2012 ?

EELV n'est pas contraint de se tourner vers le PS, il y a d'ailleurs moins de huit mois, lors de notre Congrès, l'écrasante majorité des militants avaient fait le choix inverse. C'est pourtant, malheureusement, ce que tente de faire la majorité au bureau exécutif de EELV, en passant un accord sans aucun rapport de forces afin de sauver quelques élus. Aucune leçon du passé



et de l'échec de 2012 ne semble avoir été tirée. Or, tout l'enjeu est justement de ne pas reproduire les mêmes erreurs, d'autant plus en se retrouvant derrière le PS sans avoir de garanties suffisantes sur la réalité de la politique menée – dans les actes, et non sur le papier. Nous nous souvenons bien de l'accord qui a été présenté aux militants écologistes en 2011, fait de belles promesses qui n'ont pas été appliquées.

Vos militants et sympathisants sont invités à voter ces jours-ci pour valider la poursuite des discussions avec Mélenchon et Hamon. Vous y êtes favorable ?

J'ai toujours été intéressée par une dynamique citoyenne et collective autour d'un projet écologiste et social qui accompagnerait un accord à trois. Mais sous certaines conditions de fond et de forme, et surtout sur la réalité de la mise en œuvre. En particulier, on ne peut considérer qu'un projet se présentant comme «écologiste» pourrait être appliqué par des députés soutiens – voire membres – du gouvernement libéral sortant et de sa politique, tels que Valls ou El Khomri.

Pourtant, des discussions ont d'ores et déjà été engagées entre EELV et le PS. Vous l'avez d'ailleurs dénoncé. Pourquoi ?

Je confirme que des discussions ont été engagées dès dimanche et que la majorité du bureau exécutif d'EELV s'est lancée dans la négociation d'un accord avant même le résultat de tout vote interne à EELV. Cela pose problème car la majorité actuelle avait promis, lors du dernier congrès, de ne pas retourner avec les socialistes. Même si, déjà, nous étions plusieurs à en douter, connaissant bien les acteurs en présence.

Dans ce cadre, un accord entre Mélenchon, Hamon et Jadot est-il encore envisageable ?

Un accord entre les trois, dans le contexte actuel, serait souhaitable de mon point de vue, sous certaines conditions se fondant sur un projet de transformation écologique et social. Souhaitable avant tout car il ouvrirait la porte à une alternative potentiellement forte et en capacité d'atteindre le second

tour, et parce qu'il épargnerait à EELV un tête-à-tête avec le PS. Mais si cela est compromis pour la présidentielle 2017, il peut être intéressant, au vu du contexte actuel, de discuter des législatives sur la base d'un projet incompatible avec la politique menée par le gouvernement sortant et ses soutiens dans les institutions et ailleurs.

Si Jadot se range derrière Hamon, pourquoi ne pas avoir participé dès le début à la primaire des socialistes ?

Une campagne présidentielle peut être une fenêtre pour porter ses idées. C'est ainsi que la pensait René Dumont en 1974. Le retrait de Yannick Jadot questionnerait en effet le sens de cette primaire. Le programme du PS et des écologistes comporte de réelles divergences, par exemple sur le nucléaire ou la proportionnelle. La «Belle alliance populaire», ou la primaire du PS, n'est pas à mon sens le cadre politique pertinent pour transformer la société, ni celui d'une recomposition, par ailleurs nécessaire. Aussi, je ne suis pas favorable à ce que les écologistes se rangent derrière le candidat du PS.

Une majorité de rupture, de transformation sociale et écologique, est-elle possible avec Benoit Hamon et ses amis du PS ?

Je ne crois pas à une majorité de rupture avec le Parti socialiste. Les cinq ans qui viennent de s'écouler l'ont illustré de manière claire. Doit-on rappeler le TSCG, l'ANI, le CICE, l'état d'urgence, la déchéance de nationalité ? Rémi Fraisse, Fessenheim et plus globalement le mépris de toute politique écologique ? Adama Traoré, Théo, l'abandon des quartiers populaires, les politiques d'austérité qui ont détruit le tissu associatif et le lien social, et tant et tant d'autres choses encore ? En politique, il est toujours préférable d'avoir une mémoire des actes. Cela évite de refaire les mêmes erreurs en boucle.

Donc si EELV se range derrière Hamon, vous pourriez soutenir un autre candidat ?

Personnellement, je ne soutiendrai pas le candidat du PS. J'ai la conviction que l'écologie politique n'est pas soluble dans le Parti socialiste. Je pourrais

éventuellement soutenir une autre candidature.

EELV est-il menacé ?

Au sein d'EELV, le ralliement officiel à Hamon va diviser le mouvement et les militants choisiront des options très différentes : certains refuseront de choisir, d'autres soutiendront Mélenchon, d'autres Hamon, et d'autres encore Macron. Face à la nature de son projet anti-écologique et antisocial, soutenir Macron est une option qui pour moi ne s'est jamais posée. L'histoire n'est pas écrite. Mais EELV est arrivé à la fin d'un cycle. Il s'agit de renouveler les pratiques, les équipes, les moyens et les formes d'action. L'heure est venue pour une refondation vers un mouvement qui refuse l'endormissement de l'écologie dans la gestion, ou la dilution dans une gauche social-libérale.

Que va-t-il se passer, à gauche, au lendemain des échéances électorales, d'après vous ?

Une recomposition est nécessaire et la construction d'une alternative

écologique, sociale et citoyenne est une nécessité. C'est de l'image d'une réalité différente, un Wunschlandschaft («paysage de désir») selon les termes d'Ernst Bloch, dont nous avons besoin, une nouvelle possibilité de se projeter dans l'avenir et d'emprunter un autre chemin, celui de l'émancipation. Cela ne sera possible que si les forces écologistes et sociales assument de dépasser les clivages partisans actuels et les logiques d'alliance qui en découlent pour construire ensemble, avec les citoyens et citoyennes, une alternative écologiste et sociale, durable. Il est essentiel que celle-ci assume de porter un projet radical et ambitieux, impliquant une sortie du nucléaire civil et militaire, le refus des grands projets inutiles et imposés, un changement institutionnel profond (proportionnelle, non-cumul des mandats, droit de vote des étrangers), le partage et la réduction du temps de travail, une rupture avec le mythe de la croissance, une remise au centre de l'humain et de la nature face aux profits. Ce projet est incompatible avec le capitalisme vert.

● ENTRETIEN PAR

PIERRE JACQUEMAIN

François Ruffin

« Personne à gauche n'est assez fort tout seul »

Après Fakir, après le succès de Merci Patron, après Nuit debout dont il avait été un des initiateurs, François Ruffin se lance dans l'aventure politique avec une candidature aux législatives placée sous le signe du rassemblement dans un espace commun.

Regards. D'où vient votre engagement ?

François Ruffin. Tiens, tu me vouvoies ? Mon engagement est journalistique, d'abord, avec la création de Fakir en 1999. Je n'avais jamais été membre d'une organisation, d'un parti ou syndicat (je suis aujourd'hui syndiqué au SNJ-CGT). Je me situe à gauche depuis toujours, même si j'étais plus rouge que vert à l'époque. Je suis un révolté individuel.

C'est aussi l'identité de Fakir dont vous êtes le rédacteur en chef...

Je fais un journal qui rejoint le côté révolté. Révolté satirique. Donc je tape sur tout ce qui bouge. Le sous-titre, c'est «Ce journal n'est lié à aucun parti,

aucun syndicat, aucune institution. Il est fâché avec tout le monde ou presque». Pour autant, je prends conscience, au fil de mon aventure éditoriale, qu'il faut s'organiser, chercher des alliés, qu'on n'est jamais assez fort tout seul. Personne à gauche n'est assez fort tout seul, donc il faut trouver le moyen de faire se rejoindre des forces différentes.

Comment passe-t-on de Robin des Bois - que les Français ont découvert dans votre film Merci Patron - à potentiel député ?

Des Français m'ont peut-être découvert là, mais moi, ça fait dix-sept ans que je m'engage. Que ce soit avec un journal, un livre, un film, une manifestation, un tract, une occupation de place, ou bien

avec un bulletin de vote, j'ai toujours été prêt à me saisir de toutes les armes pour combattre à la fois la finance et l'indifférence. La rue et les urnes sont indissociables et indispensables pour porter les combats politiques. Dans l'histoire, les grands bouleversements à gauche ont été des moments où l'on a vu la conjonction de la rue et de urnes s'opérer.

Où vous situez-vous politiquement ?

Je n'ai jamais pris aucune carte, mais dès sa création, je me suis considéré comme un compagnon de route du Front de gauche. À partir du moment où le rassemblement s'est opéré entre Mélenchon et les communistes, j'en étais. L'un de mes héros politiques est Maurice Kriegel-Valrimont. Il est l'un des dirigeants de la résistance française, c'est lui qui fait prisonnier le général von Choltitz à la Libération, il est devenu député communiste avant d'en être exclu. Je l'aime bien pour deux raisons : à la fois parce qu'il a été membre du PCF et parce qu'il en a été exclu.

Vous l'avez rencontré ?

Oui, et il me disait : « Le Parti socialiste n'a jamais été la force motrice à gauche », et dans le même temps, il mettait toute son énergie à rassembler les forces de gauche. Je m'inscris dans cette lignée. Même si plus modestement, parce que, franchement, ce n'est pas un boulot

gratifiant que de bâtir cette unité qui ne vient jamais... Et puis, aujourd'hui toujours, je me sens sans doute plus reporter, ou artiste, que politique. Je ne mets pas toute mon énergie dans ce machin.

Vous êtes critique avec la forme «parti» ?

Je ne sais pas trop. L'un de mes grands livres, c'est L'Histoire socialiste de la Révolution française de Jean Jaurès, et ce que je trouve beau, à l'Assemblée d'alors, c'est que les partis ne sont pas constitués, les choses ne sont pas figées, les députés arrivent avec leur conscience (de classe aussi), et se meuvent. Maintenant, je crois à la nécessité, pour les gens, de s'organiser, parce que l'oligarchie est organisée, qu'elle dispose de plusieurs partis à son service pour feindre l'alternance, alors je ne vois pas comment, nous, face à ça, on pourrait se passer d'un parti. En revanche, je ne mets pas le nez trop près des cuisines, parce que je n'aime pas trop la tambouille. Ce qui m'importe, c'est d'avoir tout le monde rassemblé dans un espace commun. Je suis partisan de tout ce qui rassemble à gauche.

Justement, est-ce que ce rassemblement va s'opérer autour de votre candidature dans la première circonscription de la Somme ?

Ça avance, mais c'est long. J'ai de bonnes chances d'être l'exception qui confirme la règle, même si je préférerais l'inverse, que l'unité soit la règle. Encore une fois, je crois que personne à gauche n'est assez fort tout seul, et ne le sera pas plus demain.

Quelle forme allez-vous donner à votre campagne ? Allez-vous poursuivre l'aventure Nuit debout en Picardie ?

Oh non ! Il y avait des trucs formidables dans Nuit debout, mais aussi plein de choses qui relevaient de la branlette. Pas question d'avoir des assemblées générales qui durent des heures et qui ne débouchent sur aucune décision. On a une urgence, très sérieuse pour moi, qui est de retrouver à la gauche un ancrage dans les classes populaires, à la fois des quartiers et des campagnes. Et nous n'avons que quelques mois pour ça. Il faut sortir les abstentionnistes de gauche, les écœurés du PS, et retourner le vote FN, convaincre qu'il y a un autre mode d'expression de la colère, du refus de l'Europe, etc. que le silence ou le Front national.

Quels seront vos priorités et vos thèmes de campagne ?

Je ne pense pas qu'on va convaincre les gens avec un programme tout nouveau tout beau. De toute façon, ils ne croient pas – et ils ont raison – qu'on aura la

majorité ce printemps pour l'appliquer. Alors, je fais mien le programme de L'Avenir en commun. Je prends aussi le programme du Parti communiste. Je vais lire ce que font les Verts. Je mélange tout ça, les 32 heures, la retraite à soixante ans, etc. Mais ce n'est pas l'essentiel. Il va falloir quadriller le terrain, avec du porte à porte, la baraque à frites, les tournois de foot, les Merci patron ! dans votre salon, etc. On va essayer beaucoup de choses, certaines qui marcheront, d'autres moins, pour retrouver cet ancrage. Et enfin, je vais marteler mes trois mesures, que je m'auto-appliquerai dès le mois de juin : mandat révocable, jury pour gérer les réserves parlementaires, député smicard. J'ai déjà mesuré que, chez les gens, ça faisait tilt. « Tiens, celui-là il est pas comme les autres. »

Mais rassurez nous, vous aspirez à être en responsabilité demain, non ?

Oui, mais ce n'est pas demain, espérons pour après-demain. Et les gens ne se font pas d'illusions là-dessus. Ma question centrale – et je pense que c'est ce que, aujourd'hui, je peux le plus apporter –, ce ne sont pas des réflexions sur les grands débats idéologiques : c'est de l'animation sociale, finalement. C'est de me demander comment on peut tenter d'occuper une place publique ? Quels sont les secteurs de la population qui peuvent être mobilisés ? Comment peut-on mettre ça en œuvre concrètement ?

Et en quoi un film comme *Merci Patron* ! peut réveiller quelque chose dans l'âme des gens ? C'est de l'ordre de l'intuition, une espèce de pif du peuple... Maintenant, je vais vous dire, le sujet qui me préoccupe le plus, c'est l'environnement. Je pense que le social, il y a des phases de haut et de bas. Et grosso modo, ça s'améliore dans la durée. Pour l'environnement, ce qui est détruit ne sera pas reconstruit. C'est le sujet qui me rend le plus pessimiste. Mais comme pour le social, il faut ici lutter contre la finance. Retirer le pouvoir à l'oligarchie. Prendre en main notre destin commun.

Allez-vous soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon ?

Il nous faut installer, et dans la durée, une force politique bien à gauche, et qui soit identifiée des gens, massivement. Aujourd'hui, c'est Mélenchon. Il porte une voix forte, à la fois rouge et verte. Il faut que, à l'occasion de ces élections, il pose un jalon sur ce chemin.

Allez-vous signer la charte des candidats de la France insoumise ?

A priori, je souhaite m'en passer.

Si Hamon gagne la primaire, cela va-t-il changer la donne à gauche ?

D'abord, il faut se féliciter que Manuel Valls se prenne une claque dans ce scrutin, que malgré la mobilisation des éditorialistes sa ligne soit désavouée. Et il faut féliciter

Benoît Hamon pour sa campagne, même si la participation est étriquée, même si je ne confonds pas la « primaire du PS » avec une « primaire de la gauche » – confusion volontiers entretenue. Maintenant, je citais cette phrase de Maurice Kriegel-Valrimont : « Le Parti socialiste n'est pas la force motrice à gauche ». Ça ne veut pas dire que demain il faut tuer le Parti socialiste, mais il ne sera jamais de gauche s'il n'y a pas quelque chose qui le tire sur sa gauche. Donc il faut qu'il y ait une force motrice à gauche et c'est notre responsabilité de la construire.

Il faut donc se projeter au-delà des élections qui viennent ?

Je l'évoquais : la question de la séquence qui s'ouvre, présidentielle et législatives, c'est : « Quel sera le sens du mot gauche, demain ? » S'il reste attaché au PS, à cette force complice de l'oligarchie, avec ces arrangements entre courants (Hamon qui veut faire la synthèse de Macron à Mélenchon !), alors, le mot « gauche » sera un épouvantail pour les classes populaires. Ce qu'il est déjà largement devenu. Je ne souhaite pas que cette histoire qui a commencé avec Mirabeau, Robespierre, Danton, qui s'est poursuivie avec les communards en passant par Jaurès et le Front populaire jusqu'à la Libération, se termine dans la pantomime des Cambadélis et autres Borgel. Mais j'ai la conviction que ça ne se terminera pas comme ça. Une autre gauche est possible, de la Picardie à Paris ! ● ENTRETIEN PAR PIERRE JACQUEMAIN

EXTRÊME DROITE : LE TERREAU DE LA CONFUSION

Premier parti de France, le FN l'est du moins dans les sondages sur l'élection présidentielle qui placent sa candidate en tête. S'il prospère, c'est aussi grâce à l'évolution de son discours, qui trouve un écho inédit dans la «fachosphère». Autre indice du dérèglement contemporain : ces intellectuels jadis de gauche qui se compromettent dans une pensée réactionnaire.

Valérie Igounet

« Le discours du FN est passé de «ni droite ni gauche» à «et de droite et de gauche» »

Historienne spécialiste de l'extrême droite, Valérie Igounet analyse dans son nouvel ouvrage l'évolution du discours du Front national, ses emprunts et ses déguisements. Et elle explique ce qui inscrit aujourd'hui le parti de Marine Le Pen dans une dynamique inédite.

« Le Front national a-t-il changé ? » À certains journalistes s'acharnant à poser cette question – plutôt que de s'interroger sur la droitisation d'un discours politique dans son entier – on aimerait conseiller la lecture de l'ouvrage de Valérie Igounet.

Dans *Les Français d'abord*, l'historienne, spécialiste du négationnisme et de l'extrême droite en France (dont un autre ouvrage, documentaire photographique réalisé dans trois villes FN sort ces jours également) analyse l'évolution des slogans et des discours du Front national. Passionnant, *Les Français d'abord* expose avec affiches et tracts à l'appui que si un travail de ripolinage est à l'œuvre, le socle idéologique du parti fondé en 1972 demeure.

Regards. Quelle est la genèse de *Les Français d'abord* – slogans et viralité du discours du front national (1972-2017) ?

Valérie Igounet. Le précédent livre que j'ai écrit était une somme sur l'histoire du FN (*Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*, éd. du Seuil) et j'avais aussi l'envie d'aborder cette histoire différemment. Travaillant depuis plusieurs années sur le terrain, j'ai pu me rendre compte de la faculté des militants et des électeurs du FN à s'approprier les slogans, les discours. Ce parti est doué dans la formation de ses militants, dans la transmission de certains mots, et dans le fait d'en proscrire d'autres. La cellule de communication du FN a souvent initié des

slogans à partir de choses vues (comme des tags), entendues, récupérées au hasard chez des sympathisants. Travailler sur les slogans et les affiches permet également de saisir leur évolution, ainsi que cette continuité que nous, historiens, travaillons à démontrer, expliquer. Le contexte a évidemment changé, mais les marqueurs demeurent : immigration, nationalisme, etc.

Concernant le discours, vous relevez la récupération d'idées à caractère social, et des symboles de la gauche. À quand remonte cette socialisation de la sémantique ?

Il y a un contexte à cela : lors des élections présidentielles de 1995 un certain vote ouvrier – la fraction ouvrière qui votait initialement pour la droite – commence à s'avancer et le FN va s'adapter à cela. Si évidemment il ne faut pas être dupe (le discours xénophobe est là), aborder la question de l'immigration sous couvert de dénonciation de protection sociale est assez novateur. Depuis, les tracts ont évolué, nous sommes passés avec Marine Le Pen d'une dénonciation générale de l'immigration à un ciblage de certaines origines. Les discours s'adaptent au contexte, avec la montée de l'islamophobie et la crise des réfugiés, qui réactualisent la thématique anti-immigrés. Concernant cette récupération sémantique, l'emprunt s'est accentué ces dernières années face à une gauche en souffrance. Je

cite notamment dans mon livre Alain de Benoist, au sujet du slogan «Le Pen, le peuple». Jean-Marie Le Pen est l'initiateur de cette appropriation et Marine Le Pen continue dans cette voie, en revendiquant le FN comme le parti du peuple. Le Front national est passé d'un discours «ni droite ni gauche» (apparu en 1995 avec Samuel Maréchal, le père de Marion Maréchal-Le Pen) à «et de droite et de gauche».

Comment ce passage du «ni ni» au «et et» a-t-il été pensé stratégiquement ?

Deux lignes existent aujourd'hui au sein du FN, proposant deux attitudes par rapport à la droite : Marion Maréchal-Le Pen est partisane d'une union avec une droite, alors que Florian Philippot et Marine Le Pen la rejettent totalement. Le «et de droite et de gauche» permet de passer au-dessus de cette division. Il y a aussi une adaptation du discours en fonction des territoires, et lorsque Marine Le Pen est à Hénin-Beaumont, dans le Nord, territoire historiquement ouvrier et marqué par la crise, elle ne se revendique pas de droite et utilise fréquemment les termes «gauche», «social». Lorsqu'elle est dans le Sud-Est, notamment sur les terres de Marion Maréchal-Le Pen, ses discours vont être différents et mettre en avant «immigration», «insécurité», etc.

Vous soulignez également le mimétisme sémantique pratiqué

par la droite sur les thématiques frontistes. Cela a largement dépassé la seule droite...

Bien sûr, mais ce qui était important pour moi – et on l'a encore ressenti lors des primaires de la droite – était de relever la viralité des discours. Dès l'émergence électorale du parti de Jean-Marie Le Pen, une partie de la droite s'est appropriée des thématiques et un champ sémantique. La campagne présidentielle de 2007 de Nicolas Sarkozy a été exemplaire sur cette subtilisation sémantique – les résultats du FN ont été assez bas sur cette élection. Mais cela a commencé avant 2007, s'est libéré à ce moment-là et il y a eu une explosion lors des récentes primaires.


Que pensez-vous du discours de Marine Le Pen de dimanche, au cours duquel on a relevé le retour des termes «islamisme» et «islam radicalisé» absents du discours de Fréjus de septembre ?

Le discours de Marine Le Pen, comme d'autres représentants du FN, alterne toujours entre deux positions. À certains moments, les interventions doivent être plus lisses ; à d'autres on revient sur les fondamentaux, pour montrer la véritable nature de ce qu'est ce parti et adresser des signes à son électorat traditionnel. Lors des assises présidentielles de dimanche, Marine Le Pen a présenté ses

144 engagements. Si la sémantique est différente et si une évolution est mise en avant – comme l'annonce du retrait de la peine de mort de son programme –, sur le fond rien ne change. En annonçant un possible référendum d'initiative populaire sur cette question et celle de la perpétuité réelle, Marine Le Pen ne se déclare pas contre. Les termes forts demeurent, notamment sur les thématiques liées à l'immigration : il ne faut pas oublier que c'est son fonds de commerce.

Vous disiez lors d'une interview que les électeurs du FN rencontrés pour votre ouvrage co-signé avec le photographe Vincent Jarousseau, L'illusion nationale, étaient majoritairement réticents vis-à-vis de Jean-Marie Le Pen, adhéraient à la figure de Marine Le Pen et encore plus à celle de Marion Maréchal-Le Pen. Une répartition étonnante, Marion Maréchal-Le Pen étant plutôt la face «diabolisation» (comme Jean-Marie Le Pen) et Marine Le Pen «dédiabolisation» ?

Lors de la réalisation de notre ouvrage, nous avons senti que le fait que la présidence soit assurée par Marine Le Pen donne l'image d'un nouveau FN. Il y a un aspect générationnel indubitable. Mais en interne, on trouve également la perception que certaines idées ont évolué. On se revendique beaucoup plus facilement du FN qu'on ne le faisait



avant, la parole s'est libérée. Sur le fait que Marion Maréchal-Le Pen soit très appréciée, cela corrobore aussi le congrès de Lyon de novembre 2014, où elle est arrivée première au vote du comité central du parti. Mais entre ces figures se retrouvent toutes les contradictions et les ambiguïtés que les discours du FN mettent au jour. Pour beaucoup d'électeurs avec qui nous avons échangé, il fallait que le FN de Jean-Marie Le Pen, un FN provocateur, se termine et renaisse avec quelqu'un d'autre. Pourtant, nombreux sont ceux qui se reconnaissent plus dans le FN traditionnel, dans la ligne de Marion Maréchal-Le Pen que dans celle incarnée par Florian Philippot. Cette distinction existe. Après, ces personnes votent pour des idées, pour une priorité nationale et également pour des représentants. Le Pen est un nom pour certains quasiment fascinant, c'est une marque. Ils voient le FN comme un parti fondé par un homme extraordinaire qui a fait son temps et dont la fille, la «digne héritière», reprend le flambeau.

Vous dites dans Les Français d'abord que la prochaine étape est de « faire du FN une grande formation politique installée sur les décombres de la droite. C'est à ce moment que la question des alliances se poserait. Elles seraient négociées par un parti lepéniste en position de force avec une droite disloquée et recomposée à partir des lignes de force frontistes ». N'est-ce pas le contexte actuel ?

C'est ce que je me suis dit lorsque j'ai entendu le début de l'affaire Penelope Fillon. On vote aussi FN quand on ne croit plus en la politique, et cette histoire va conforter les électeurs dans cette position. En même temps, il ne faut pas être dupe et ces électeurs ont une perception particulière de l'histoire du FN. Le FN réagit peu sur cette histoire Fillon, et nous, observateurs, savons pourquoi : le parti de Marine Le Pen étant concerné par plusieurs affaires financières, il lui est difficile de se positionner. Il n'avance pas, comme

il le revendique, «tête haute et mains propres». Pour la première fois de son histoire, le FN aborde ces élections avec un optimisme affiché. Depuis l'accession de Marine Le Pen à sa présidence et depuis les élections européennes, le FN est dans une dynamique inédite. Il est en train de travailler sur certains aspects, notamment le domaine économique, de poursuivre sa «dédiabolisation» entamée depuis de longues années. Après, est-ce qu'un FN «normalisé» répondra toujours à ce qu'il est ?

Que pensez-vous de la rose bleue, le logo de campagne de Marine Le Pen, et de son clip ?

Il y a depuis quelques temps une rupture affichée évidente avec les origines du parti, elle efface progressivement l'empreinte initiale de son père. Elle n'a pas fait qu'exclure son père du parti, elle veut également gommer tout ce qui représente le FN depuis des années. Il est possible que dans quelques temps, le FN ne s'appelle plus ainsi, afin de soi-

disant clore cette histoire. Après, nous savons tous que la rose constitue un emprunt à l'histoire de la gauche. La rose, symbole du socialisme, le bleu la couleur de la droite : cela s'inscrit là encore dans la récupération d'un électorat et de droite et de gauche. Le clip de campagne prolonge ce que Marine Le Pen affirme depuis son arrivée à la présidence et affiche encore plus depuis les présidentielles de 2012, où ce sont près de 50% de femmes qui ont voté pour le FN. Sous la présidence de Jean-Marie Le Pen, très peu de femmes votaient FN. Là, le clip met en avant notamment sa position de mère, de femme libre qui tient fermement la barre de son bateau. ●

**ENTRETIEN PAR
CAROLINE CHÂTELET**

Comment l'extrême droite a pris son envol dans la fachosphère

Initialement envisagé comme un outil démocratique favorable à la diffusion d'idées progressistes, Internet contribue à la diffusion de la pensée la plus réactionnaire. Efficacement organisée, la «fachosphère» y répand une propagande virtuelle aux effets bien réels.

Qu'est-ce qui rassemble l'islamophobie du site Fdesouche, le catholicisme réactionnaire d'un Salon beige porté par la Manif pour tous, le think thank identitaire Polémia et un pôle Dieudonné-Soral (Égalité & Réconciliation) à la recherche du «complot juif»? À première vue, pas grand-chose. Dans un récent ouvrage, les journalistes David Doucet et Dominique Albertini mettent pourtant en lumière une fachosphère aux contours cohérents.

«GRAMSCISME DE DROITE»

Les dénominateurs communs entre les pôles de cette galaxie hétéroclite les classent, sans doute aucun, sous la bannière de l'extrême droite classique :

xénophobie et/ou racisme, thème de la décadence d'une communauté nationale essentialisée, vision complotiste des rapports sociaux, rejet des médias mainstream représentés comme défenseurs du «système», parole décomplexée... Ainsi qu'une certaine russophilie – à l'instar du Front national. De plus, de nombreuses passerelles et relations entre ces acteurs les lient les uns aux autres.

Surtout, ces sites s'inscrivent dans une démarche claire, celle d'un «gramscisme de droite» initié à la fin des années 1960 par le courant de la Nouvelle droite avec le Grece puis le Club de l'horloge, dont certains membres font d'ailleurs partie intégrante de la fachosphère en

ligne. L'idée est simple : la conquête du pouvoir politique ne peut passer que par l'obtention préalable d'une hégémonie culturelle qui imposerait la prédominance des thèmes et du vocabulaire de l'extrême droite dans le débat public.

Dans cette lutte, l'outil Internet devient arme. Ses atouts sont redoutables : l'anonymat libère la parole, l'absence de règles permet la mise en place de pratiques originales et agressives et le format en lui-même offre un fort pouvoir de diffusion à faible coût. À la pointe de l'innovation du Web politique depuis la fin des années 1990, la fachosphère s'est affirmée comme une véritable machine de guerre, aux pratiques multiples et complémentaires, tendues vers un objectif revendiqué de «réinformation».

MACHINE DE LA GUERRE DU WEB

Certains de ses sites sélectionnent et relaient des articles de grands médias qui servent leurs discours, comme l'emblématique Fdesouche. D'autres produisent leur propre contenu. Tous mènent, appuyés par de classiques armées de trolls, une intense activité de lobbying en direction des acteurs

politiques, institutionnels et médiatiques. Le Web d'extrême droite possède son propre organe de critique des médias (l'OJIM), et la tendance catholique radicale tient son patron de presse en ligne en la personne de Guillaume Jourdain de Thieulloy – directeur de publication du portail Nouvelles de France et du Salon beige. Côté technique, l'ensemble des plateformes et formats disponibles sont investis : articles de fond ou courtes news, vidéos YouTube, réseaux sociaux, forums...

Le résultat est sans appel. La combinaison de deux récentes études statistiques permet de mesurer l'ampleur de la percée. En décembre 2012, la fachosphère représentait, numériquement, 14% des sites politiques disponibles sur le Web, en troisième position derrière les sphères de "gauche" (46,8%) et de "droite" (18,1%). En 2016, seize de ses sites se classent parmi les trente plateformes politiques les plus consultées en France. Donnée parlante : Égalité & Réconciliation brasse davantage de lecteurs que Mediapart... Suffisant pour toucher directement le grand public ? Il semblerait que non : la fachosphère demeure à l'heure actuelle

une chambre d'écho où les convaincus viennent conforter leur position. D'où son action de lobbying, sa quête de relais et sa dépendance à des "passeurs" dans les mondes politique et médiatique. C'est ainsi aux Buisson, Zemmour et autre Finkielkraut que l'on doit avant tout la colonisation des esprits par l'imaginaire d'extrême droite.

LES SNIPERS DE MARINE ?

Cette hégémonie croissante ne peut que se révéler favorable au Front national. Revient souvent l'idée d'une direction frontiste en quête de dédramatisation, laissant volontairement des petites mains se charger à sa place du "sale travail" de diffusion de ses idées les moins assumables. De fait, les relations personnelles entre les membres des deux pôles sont monnaie courante, tout comme les déclarations de solidarité mutuelle face à la "répression" judiciaire. Marine Le Pen et Jean-Yves Le Gallou (Polémia), à l'origine de l'émergence du concept de préférence nationale, dînent par exemple régulièrement ensemble. Pierre Sautarel, "gourou" de Fdesouche, est un ancien de la maison, tout comme Alain Soral.

Mais les rapports sont en réalité plus complexes. La fachosphère tient le FN pour ce qu'il est, de fait : une cible de son activité permanente de lobbying. La plus naturelle des cibles peut-être, mais un outil tout de même. Elle s'immisce ainsi, d'une part, dans les batailles internes au parti entre les différentes tendances qui le traversent. D'autre part, avec la désignation de François Fillon à la tête des Républicains pour la prochaine élection présidentielle, une partie de la fachosphère pourrait être tentée de lâcher le FN pour s'orienter vers le nouveau chantre des racines chrétiennes de la nation. Une hypothèse qu'accréditent les déclarations de Guillaume Jourdain de Thieulloy dans l'ouvrage La Fachosphère : « L'objectif est que l'UMP et le FN reprennent un certain nombre de nos idées. En fonction de cela, on soutiendra l'un ou l'autre ».

Au-delà du jeu partidaire, les thématiques, elles, se répandent. Quelle démarche adopter pour ceux qui veulent les contrer ? La bataille est à mener sur le terrain des idées, via les mêmes plateformes, avec les mêmes outils.

● MANUEL BORRAS

Michéa, faux-prophète de la gauche radicale

Le dernier livre de Jean-Claude Michéa se veut en rupture radicale avec le capitalisme. Mais, pamphlet plus que démonstration, il ne propose en fait qu'un retour à ce que Marx appelait un socialisme réactionnaire, basé sur la tradition et l'identité.


Lire le dernier livre de Jean-Claude Michéa, *Notre ennemi le Capital*, relève, il faut le dire, de l'épreuve. Il y a le style d'abord, épouvantable. Épouvantable car si chaque phrase – oui, chaque phrase ! – est bardée d'italiques (destinées à tenir lieu de concept par allusion, on s'évite ainsi une démonstration), de citations (parfois tronquées), de noms d'auteurs (le plus souvent maltraités ou traités à la légère), c'est évidemment que la rhétorique de Michéa vise à intimider le lecteur. Et, également, à se donner toutes les marques de l'importance théorique, de la hauteur de pensée faussement radicale.

LOGOMACHIE

En effet, Michéa se veut radical. Le propos, pourtant, est assez simple (quand il n'est pas simpliste). La gauche

européenne se serait réconciliée avec le capitalisme. On peut bien sûr accorder ce point à Michéa, et qui du reste le contesterait aujourd'hui ? Mais, sur la manière dont s'est opérée cette réconciliation, sur la manière dont les élites socialistes, notamment françaises, ont concouru à rétablir et même étendre son emprise sur l'appareil d'état, on n'apprendra, en revanche, à peu près rien.

Mais passons, le monde social n'étant pour Michéa qu'une logomachie, un théâtre d'idées. Si la gauche a pu se rallier au capitalisme, c'est, pour Michéa, qu'elle révère au fond l'idée de « progrès ». La gauche, après une alliance de circonstance avec le socialisme d'un Marx ou surtout d'un Proudhon, se serait ralliée au libéralisme politique et économique, abandonnant les catégories



populaires à leurs traditions culturelles dépassées. Et, si les catégories populaires peuvent aujourd'hui encore résister aux avancées du néolibéralisme, c'est bien parce que leur sens moral, manifeste dans des valeurs comme la solidarité, l'entraide collective, et au fond le sens du don sans retour, constituerait le dernier rempart contre la bourgeoisie, sa cupidité et son indécence morale.

On a d'abord, au regard de l'actualité, envie de rire. Car, après tout, que vient de nous apprendre une affaire comme celle qui, tout près de nous, vient d'entacher la réputation de l'ancien premier ministre, François Fillon ? Sinon que la bourgeoisie, la plus attachée aux valeurs de mise en concurrence, du laissez-faire, du marché, etc., pratique également, à sa façon, l'entraide collective et a tout, sauf perdu le sens des solidarités familiales ? C'est si vrai que ce sens de la solidarité familiale s'adosse également à une définition très déterminée, et même très traditionnelle de la famille (Sens commun et la Manif pour tous ont largement contribué au succès des thématiques identitaires de François Fillon).

SANS PRÉCAUTION

Mais, soyons un peu sérieux pour notre part, et revenons au texte de Michéa. Et plus précisément à la question du mariage homosexuel, des rapports

entre catégories populaires et militants homosexuels, puisqu'elle tient une place centrale dans son livre, et qu'enfin lui-même prend la peine d'y revenir à deux fois (cette question, visiblement, l'obsède !). Michéa, on s'y attendait à vrai dire, opère une distinction entre questions sociales et questions sociétales. Et, c'est de bonne guerre, Michéa reprend sans précaution la thèse selon laquelle le mariage pour tous, une réforme sociétale donc, serait venue combler l'absence de réformes sociales significatives.

C'est de bonne guerre, mais c'est faux. S'il est indéniable, certes, que le gouvernement socialiste aura, comme ses prédécesseurs, pratiqué une politique de démantèlement de l'État social, reste que la mise en œuvre du mariage pour tous aura plutôt renforcé les antagonismes sociaux. Non pas entre les catégories populaires et les militants homosexuels, comme le laisserait supposer la distinction entre social et sociétal. Mais, bien au contraire, entre les militants homosexuels d'une part, et des catégories de la population blanche, catholique et bourgeoise d'autre part.

Michéa en est assez conscient, toutefois, pour s'empresse de faire l'éloge du film *Pride*, relatant la rencontre des mineurs en grève et de militants homosexuels anglais, ligüés, au début des années 80, contre la politique de Margaret Thatcher.

Mais c'est pour ajouter aussitôt que, si cette conjonction des luttes, à ses yeux miraculeuse, fut possible, c'est que les militants homosexuels ont su respecter les valeurs et, au fond, «l'identité populaire» des mineurs.

COURT-CIRCUIT THÉORIQUE

On reste un peu surpris par le caractère normatif, et le peu de sérieux de ces remarques. Tout se passe en effet comme si Michéa ne pouvait imaginer que des militants gays puissent être issus des catégories populaires. Ou que les catégories populaires puissent compter, dans leurs rangs, des homosexuels (mais, aussi bien, des femmes, des populations d'origine immigrée, etc.). Surtout, à supposer même que l'identité culturelle des catégories populaires soit de part en part homogène, en quoi cette identité devrait-elle être de part en part respectée, et même chérie pour ce qu'elle est ?

Ce qu'un film comme *Pride* illustre, c'est, au contraire, que nous n'avons pas à aimer, chérir l'identité de ceux avec qui nous agissons. Parce que nous ne pouvons pas, et d'une certaine façon, nous ne devons pas choisir ceux avec qui nous agissons politiquement, ceux dont nous devons nous sentir politiquement solidaires. Et si nous ne pouvons ni ne devons choisir ceux dont nous sommes

solidaires, c'est que le principe de solidarité et de justice sociale dépasse nos identités, nos appartenances, et au fond nos valeurs morales.

Or, c'est précisément à cette idée d'une action collective basée sur le principe de justice sociale (on pourrait dire, au fond, à l'idée même de gauche) que Michéa entend opposer le retour à une tradition socialiste ancrée dans les valeurs, non-négociables, d'une identité populaire socialement pure et homogène. Au regard de ces valeurs intangibles, le souci de la différence sexuelle, de la distinction entre masculinité et féminité, serait, par exemple, rien moins que le dernier rempart contre « l'uniformisation marchande du monde » et « les délires ultralibéraux de l'idéologie du genre » ! On reste, évidemment, confondu par la fulgurance de ce court-circuit historico-théorique.

MARX EN OTAGE

Mais on reste plus confondu encore, si c'est possible, de voir Marx embarqué, bien malgré lui, dans cette théologie radicale, où le néo-libéralisme est partout et nulle part. Il est vrai que Marx, pour son compte, dans *Le Manifeste*, louait la puissance révolutionnaire du capitalisme, dans la mesure où il détruit les communautés traditionnelles, les rapports de dépendance, les féodalités.

Mais c'était dans l'espoir que cette destruction susciterait également l'émergence de la véritable société des individus, la société sans classes où le libre développement de chacun serait la condition du libre développement de tous. Bref, la société de «l'individu complet» (selon les mots de L'idéologie allemande que Michéa, bien entendu, se garde de jamais mentionner).

Mais pourquoi, dès lors, Michéa se réclame-t-il de Marx ? C'est qu'en fait, tout au long de ce livre extravagant, il ne s'agit que de prendre des adversaires théoriques de gauche – notamment Bourdieu, dont on apprend avec effarement qu'il se serait inspiré de Gary Becker ! – en défaut de marxisme (un marxisme imaginaire du reste, plus proche du conservatisme et du moralisme proudhonien, en dépit de considérations faussement savantes sur la baisse du taux de profit). Et de rendre également conciliable ce marxisme imaginaire, ce marxisme pré-marxiste avec le néoconservatisme (car Michéa se félicite au contraire de se retrouver chez lui chez Gauchet, ou Manent).

Si bien qu'à la fin des fins, on referme le livre de Michéa. Pour reprendre la lecture du Manifeste et, par exemple, relire les pages consacrées à ce que Marx appelait le socialisme petit-bourgeois et réactionnaire. ● @GILDASLEDEM

